

LES PRINCIPALES CONCLUSIONS L'IMPACT DES LOGICIELS CRÉÉS AU NIVEAU FÉDÉRAL ET DES ACTIFS DE DONNÉES DANS UNE ÉCONOMIE IMMATÉRIELLE

LE 26 AVRIL, 2021

Animé par : **Karl Rasmussen**, directeur de la division de la propriété intellectuelle, de la politique stratégique et du secteur de l'innovation, Ressources naturelles Canada

Avec :

- **Janice Sharpe** | directrice principale de la Plateforme géospatiale fédérale, Ressources naturelles Canada
- **Jason Abt** | directeur de la technologie, TechInsights
- **Mark Wickham** | directeur de la recherche en bâtiments et en énergies renouvelables, Ressources naturelles Canada
- **Mike McLean** | VP chargé des opérations et des transactions de PI, le Collectif d'actifs en innovation



Le CAI souhaite remercier l'équipe du NRCan pour leur investissement dans la conversation d'aujourd'hui et pour nous aider à rendre cette conversation accessible à tous les participants.

Ce document a été compilé pour présenter les principales conclusions du webinaire organisé conjointement par le CAI et NRCan : L'impact des logiciels créés au niveau fédéral et des actifs de données de l'économie immatérielle. Les panélistes fourniront des enseignements sur le domaine complexe des données et sur la façon dont les actifs incorporels apportent de la valeur à une entreprise.



Avril 2021

Droits d'auteur © 2021 Le collectif d'actifs en innovation

Reproduction interdite

www.ipcollective.ca

DONNÉES OUVERTES :

CE QUE C'EST, OÙ LES TROUVER ET POURQUOI LE PARTAGE DES DONNÉES EST SOUVENT COMPLEXE

Janice Sharpe : Les deux résultats ci-dessous font référence à un article de 2019 intitulé « Données ouvertes, les actifs du 21^e siècle pour les petites et moyennes entreprises » de Stefaan G. Verhulst.

- Les données ouvertes sont des données qui sont accessibles gratuitement mais pas toutes les données ouvertes qui sont rendues accessibles au public sont nécessairement ouvertes. Certaines sont partagées entre entités.
- Les PME commencent à monétiser les données et les utilisent de façon créative pour créer des offres propres à leur entreprise. Cependant, elles ont toutes des difficultés pour accéder à des données de bonne qualité qui sont cohérentes et qui répondent aux besoins de l'entreprise.

Les données ouvertes sont accessibles à travers de nombreux portails de données qui vont d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales des provinces et des territoires au secteur privé :

- Une feuille de route de la stratégie en données pour le service fédéral public
- Un partenariat de gouvernement ouvert
- Des directives pour le gouvernement fédéral ouvert
- Un portail de gouvernement ouvert
- Des directives et des portails de gouvernement ouvert des provinces et des territoires
- L'Accord fédéral de géomatique et le Conseil canadien de géomatique
- Des centaines de sites Web
- Des initiatives de collaborations scientifiques et de partage des données

Le Canada est un pays qui ne légifère pas le gouvernement ouvert. Il s'agit d'un effort facultatif.

Le partage des données est souvent compliqué :

- Les données sont toujours protégées et exigent tout au moins que vous vous inscrivez pour y accéder.
- Les données et les produits ne sont pas toujours actualisés.
- Certaines données ne sont pas harmonisées d'une juridiction à l'autre.
- Comme le partage est facultatif, tout le monde n'investit pas activement dans le gouvernement ouvert.

Le rapport du gouvernement de l'Ontario sur la propriété intellectuelle au sein du milieu de l'innovation de l'Ontario indique que « La PI et les données sont maintenant les actifs les plus importants au monde pour les entreprises et la sécurité nationale. »

Les opinions des panélistes sur cette déclaration ont été transcrites ci-dessous :

Jason Abt : Pour rendre les données disponibles, il faut comprendre ce que les clients et les utilisateurs veulent consommer et ce qu'ils veulent faire avec ces données. Une fois que ces informations sont clarifiées, l'infrastructure nécessaire peut être construite. Elle peut commencer à livrer ces données, les rendre visibles et facilement consommables et s'assurer que le propriétaire maintient la propriété de son PI.

Janice Sharpe : C'est plutôt difficile de faire un suivi sur la façon dont les données géospatiales des données ouvertes de notre organisation créent de la valeur pour les gens et les organisations qui y accèdent. Avec tous les efforts pour rendre les données publiquement disponibles, je demanderais au gouvernement dans son ensemble qu'il améliore la métrique du succès pour indiquer la valeur qui est générée à partir de ces données publiques et qu'il encourage les contributeurs à rendre ces données disponibles.

Les responsables ont aussi besoin de penser à la façon dont ils s'assurent que les entreprises canadiennes aient un accès prioritaire à ces données du gouvernement fédéral et quels sont les processus commerciaux et les infrastructures nécessaires pour que cela devienne possible.

Les catalogues des sites de gouvernement ouvert et la plateforme géospatiale sont des catalogues de données. Ils ne présentent pas les données d'une façon qui les rende plus consommables. Les utilisateurs veulent voir des données d'une façon qui soit logique pour eux, d'une façon qui soit consommable, par exemple des portails sur des sujets en ligne. Certains utilisateurs ont besoin de voir les produits, la valeur, l'analyse d'interprétation pour être mieux à même de les utiliser. Il y a un changement vers le catalogage des actifs de données et la possibilité de créer des sites Web spécifiques pour un centre d'expertise ou pour un sujet particulier.

Marc Wickham : Il y a beaucoup de valeurs dans la PI qui sont générées par l'industrie ainsi que les gouvernements. Un des grands défis auquel nous devons faire face est d'atténuer et de s'adapter au changement climatique.

Si on se concentre sur l'environnement du bâtiment, c'est une industrie très large qui s'intéresse principalement aux dépenses nationales et qui est aussi très fragmentée avec des milliers d'entreprises spécialisées en architecture et en ingénierie, des constructeurs et des organisations de petites et moyennes tailles, dont nombreux sont celles qui ne peuvent pas faire de la recherche et du développement, entre autres, sur des futurs projets ou des sujets spécifiques dans le domaine public pour le bien de tous. Nous faisons beaucoup de recherche de cette nature et nous essayons de rendre les données accessibles presque gratuitement. Nous avons des outils, des ensembles de données et des lignes directrices concernant les méthodologies qui peuvent être choisies, rendues possibles par de cette industrie très large aussi rapidement que possible et intégrées.

Les impacts de l'octroi de licence de PI pour les PME dans leurs efforts d'attirer des investissements.

Mike McLean : Il y a beaucoup de raisons pour lesquelles une PME pourrait utiliser une PI sous licence, pour résoudre un problème unique, pour accélérer le temps dans le marché, pour réduire le besoin en investissement de capitaux. Il est aussi important de noter comment cette PI sous licence s'intègre au modèle commercial de l'entreprise. Si une entreprise crée une valeur extensive en plus de ces données ou en plus de cette PI, par exemple en créant et réalisant des analyses en plus de ces données ou en créant des logiciels supplémentaires qui fonctionnent avec des logiciels de base venant d'une application fédérale. Si cette valeur est importante et protégée, les investisseurs seront intéressés.

Jason Abt : Du point de vue des investisseurs, une partie de la procédure de diligence raisonnable est d'assurer que toute innovation fondamentale soit protégée. Un investisseur voudra probablement avoir confiance et se sentir réconforté à l'idée que la PI continuera à être disponible pour lui à un prix juste et raisonnable à l'avenir.

Le rôle du gouvernement dans le développement de produits de données pour un usage ouvert.

Janice Sharpe : Il y a plus de demandes sur le gouvernement lorsque les informations sont accessibles dans l'espace ouvert pour leur donner de la valeur de sorte que n'importe qui peut les comprendre, de les rationaliser et d'y avoir accès. C'est le travail du gouvernement de s'assurer que les données qui sont réunies font autorité.

Les défis auxquels les PME font face.

Mike McLean : Il y a plusieurs raisons pour lesquelles une PME devrait travailler avec des agences et des départements fédéraux pour réaliser ses objectifs.

1. La PME a un problème technique qui ne peut être résolu en interne. En contactant un groupe de recherche qui se spécialise dans ce domaine particulier de la technologie, cela peut faire avancer ses progrès et lui permettre de contourner les obstacles.
2. Au sein d'une organisation, il peut y avoir des recherches en cours sur le plus long terme conduites par des experts dans leur domaine. Beaucoup de petites organisations n'ont souvent pas les ressources ou l'accès à cette expertise pour faire ce type de recherche par elles-mêmes.
3. En consultant ces recherches et cette expertise, une PME peut accélérer le temps nécessaire pour mettre un produit sur le marché plutôt que de répliquer ces recherches pendant des années et refaire le travail qui a déjà été fait.

Un défi auquel les PME doivent faire face est d'identifier toutes les technologies spécifiques parmi une grande communauté fédérale qui les aidera à résoudre leur problème et dont elles peuvent tirer profit pour améliorer leurs résultats de façon significative.

L'activité actuelle de la PI au sein des PME canadiennes et considérations sur l'élaboration d'un portfolio de PI.

Mike McLean : En général, la stratégie en PI au sein des PME peut être vague. Leur PI peut consister en un brevet ou deux et elles ne sont pas en mesure de détailler d'autres formes de PI au sein de l'organisation. Toute stratégie en PI qui existe réellement est souvent mal élaborée ou mal détaillée. J'aimerais que les PME soient capables de mettre en place des stratégies en PI hiérarchisées. Ceci commence avec la compréhension de leur avantage concurrentiel et de la technologie qui rend possible ce positionnement. La plupart des PME peuvent parler de ces deux sujets en détails. Ce qui est de la plus grande importance est d'élaborer un portfolio de droits de PI qui adresse la position des PME sur le marché. Si une PME veut créer une véritable valeur marchande que les gens achèteront ou une vraie valeur qui peut être mise à profit par l'entreprise dans le futur et sur la scène internationale, une PME a besoin d'un portfolio large. Créer une feuille de route pour y arriver nécessite un investissement.

Nous souhaitons remercier nos panélistes pour leur participation à cette conversation animée que nous voudrions continuer. N'hésitez pas à nous contacter sur les réseaux sociaux si vous avez des questions supplémentaires ou des idées à partager sur ce sujet.

Le CAI organise des événements mensuels qui explorent des sujets clés sur la PI et l'innovation qui permettent aux PME canadiennes de mieux intégrer leur stratégie en PI dans leur stratégie commerciale générale. Nous espérons aussi ouvrir un dialogue avec un groupe interdisciplinaire de présentateurs et de contributeurs qui offriront des perspectives et des solutions variées. Si vous souhaitez vous associer avec le CAI pour un événement, n'hésitez pas contacter notre équipe à l'adresse suivante partner@ipcollective.ca.

Communiquez avec nous au info@ipcollective.ca et suivez-nous sur

 LinkedIn

 Twitter

